

**Boom agricole et persistance de la pauvreté rurale en Amérique latine**

L'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) vient de publier une étude intitulée « [Boom agricole et persistance de la pauvreté rurale](#) », réalisée par le bureau régional de la FAO pour l'Amérique latine et les Caraïbes. L'étude cherche à expliquer pourquoi la région connaît une forte croissance du secteur agricole tout en affichant une persistance de la pauvreté rurale. D'après les auteurs, 100 millions de personnes, soit un tiers de la population rurale, sont « *pauvres* ». La principale cause de la pauvreté résiderait dans les conditions de l'emploi agricole qui ne permettraient pas de satisfaire pleinement les besoins de base des ménages ruraux. Les auteurs constatent que la croissance agricole en Amérique latine est concentrée dans certaines régions et sur certaines productions. Ils remarquent qu'elle est créée en particulier par les moyens et grands producteurs ayant des débouchés sur les marchés extérieurs. Il n'est, selon eux, pas possible d'établir une relation directe entre croissance de la production agricole et diminution de la pauvreté rurale. Le rapport explique que pour que l'agriculture permette de réduire la pauvreté, il faut « *un Etat fort avec des mécanismes qui régulent les imperfections du marché du travail* ». Selon les auteurs, il faudrait pour cela inverser la tendance actuelle qui voit l'Etat se désengager des zones rurales. Dans sa conclusion, l'étude appelle à « *revaloriser le rôle de l'agriculture familiale en tant que système qui permet une protection des paysans les plus vulnérables, particulièrement en période de crise* ».

**Vers une nouvelle crise du riz ?**

Dans une déclaration le 25 novembre aux Philippines, l'[International Rice Research Institute](#) (IRRI) a mis en garde contre une flambée des prix du riz. Selon l'institut, si les pays producteurs n'investissent pas maintenant pour relancer la production, une vive montée des cours pourraient faire augmenter les prix jusqu'à 800 dollars la tonne d'ici à la fin du second semestre 2010.

Au début novembre, les économistes de l'Usda (US Department of Agriculture) ont revu à la baisse leur estimation de la production mondiale 2009-2010, l'évaluant à 432 millions de tonnes. Même si elle a diminué, la demande est supérieure à l'offre mondiale depuis quatre ans et les stocks ont fortement baissé. Les livraisons de l'Inde, du Brésil, des Philippines et des Etats-Unis ont considérablement régressé. Des facteurs conjoncturels comme la sécheresse en Inde (second producteur mondial) et un cyclone aux Philippines (huitième producteur) ont endommagé les plantations et aggravé la situation.

Les observateurs attendent pour l'année à venir de fortes demandes de riz de la part des Philippines, de l'Inde et également de l'Afrique. D'après l'IRRI, au cours des vingt prochaines années, il faudra produire annuellement 8 à 10 millions de tonnes supplémentaires pour satisfaire la demande et maintenir des prix stables au niveau de 300 dollars la tonne.

**Création d'un marché commun pour l'Afrique de l'Est**

Les présidents des cinq pays (Tanzanie, Kenya, Ouganda, Rwanda et Burundi) de la Communauté d'Afrique de l'Est (CAE) ont signé un protocole d'accord pour un marché commun régional le 19 novembre. L'accord, qui autorise la libre circulation des biens, des services, des personnes et des capitaux, doit en particulier permettre de renforcer les échanges commerciaux dans la région. Les Etats membres estiment qu'il devrait consolider l'attractivité de la zone aux yeux des investisseurs étrangers. Son entrée en vigueur est prévue pour juillet 2010.

En 2008, la CAE comptait plus de 126 millions d'habitants et affichait un Produit intérieur brut (PIB) de 60 milliards de dollars. Dès 2005, elle avait établi une union douanière entre ses trois principales économies (Kenya, Ouganda et Tanzanie) et prévoyait l'introduction par étapes de barrières douanières communes pour les produits entrant dans la région. En juillet 2007, le Rwanda et le Burundi ont adhéré à cette union douanière. Selon le secrétariat de la Communauté, les échanges commerciaux entre les pays membres de la CAE ont fait « *un bond de 49 % depuis le début de la mise en œuvre de l'union* ».

La CAE a lancé plusieurs projets de construction de routes et de chemins de fer pour faciliter les échanges entre les Etats membres, dont un projet de voie ferrée qui relierait les cinq pays membres. La Communauté s'est fixée pour objectif la création d'une union monétaire en 2012 et, par la suite, de se transformer en une fédération politique.

Sources : AFP, Reuters, Les Echos, FAO, IRRI.